XIX session – Luxembourg – 18 au 22 octobre 2006

- [Les jeunes, acteurs de changement et de développement par la participation.](#)
- [Résolution sur les « Organisations et associations œuvrant à la promotion de la Francophonie en Europe : différence et complémentarité »](#)

Les jeunes, acteurs de changement et de développement par la participation.

Déclaration de Luxembourg du Parlement francophone des jeunes (PFJ) et du Conseil international des organisations de jeunes de la Francophonie (CIJEF)

Nous, membres du Parlement francophone des jeunes (PFJ) et du Conseil international des organisations de jeunes de la Francophonie (CIJEF), réunis dans le cadre de la XIX^{ème} session de l'APF – section Europe,

Demandons à l'OIF

De garantir que les instances suivantes soient reconnues par les autorités de la Francophonie :

Le CIJEF, comme un véritable organe de représentation, de consultation et de concertation sur les initiatives et les politiques en faveur de la jeunesse francophone

Le PFJ, comme un véritable organe de promotion et de sensibilisation à la démocratie, et comme une école de la citoyenneté formant au débat d'idée, et au parlementarisme.

Demandons à l'APF Région Europe de s'engager

A encourager la création et le renforcement de Conseils nationaux de jeunes (CNJ) et de Parlements nationaux de jeunes (PNJ) représentatifs, autonomes et démocratiques et de diriger prioritairement les moyens de nos instances vers l'Europe centrale et orientale, à savoir l'Albanie, la Bulgarie, la Géorgie, la Macédoine, la Moldavie et la Roumanie.

Demandons aux institutions de la Francophonie et notamment à l'APF

De renforcer leur coopération avec les organisations de jeunes en vue de participer à une meilleure représentativité du PFJ via un recrutement et une médiatisation plus grande susceptible d'en accroître la légitimité,

De soutenir financièrement et logistiquement les actions conjointes du PFJ et du CIJEF en vue d'accroître les synergies entre les deux entités,

D'intégrer les membres du CIJEF et du PFJ en tant que représentants des jeunes au sein des délégations officielles lors des grandes concertations régionales et internationales, en particulier lors des Sommets des chefs d'État de l'OIF et des sessions de l'APF,

Et nous engageons à initier une réflexion en vue d'établir une coopération en matière de production de modules télévisés telle que suggérée par TV5.

Résolution de l'APF

L'APF Région Europe, réunie à Luxembourg du 18 au 22 octobre 2006, exprime sa volonté d'établir des partenariats avec la jeunesse et d'encourager les jeunes à contribuer à la réalisation des objectifs de développement tels que décrits dans la Déclaration du Millénaire, en consacrant sa 19ème assemblée régionale aux « jeunes, acteurs de changement et de développement par la participation »

Dans cette perspective l'APF Région Europe

prend acte de

la Déclaration de Luxembourg déposée par les représentants du Parlement francophone des jeunes (PFJ) et du Conseil international des organisations de jeunes de la Francophonie (CIJEF) ;

s'engage dès lors à transmettre au Bureau international de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

et dans ce cadre, s'engage à évaluer en partenariat avec le PFJ et le CIJEF la mise en oeuvre de cette déclaration.

Résolution sur les « Organisations et associations œuvrant à la promotion de la Francophonie en Europe : différence et complémentarité »

La 19ème Assemblée régionale Europe de l'APF, réunie à Luxembourg les 19 et 20 octobre 2006 :

Saluant les initiatives récentes prises par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO), et notamment l'ouverture, en 2004, d'une Antenne régionale à Bucarest puis en 2005 d'un Centre régional pour l'enseignement du français en Europe centrale et orientale à Sofia ;

Se félicitant du dynamisme des associations œuvrant, directement ou indirectement, à la promotion de la langue française et de la culture francophone en Europe et soulignant l'importance de leur rôle ;

Soulignant l'intensité de la coopération universitaire francophone dans les PECO, qui comptent 46 universités membres de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), et se félicitant de l'ouverture par cette agence, dès 1994 à Bucarest, d'un Bureau régional qui dispose d'antennes locales en Moldavie, Hongrie et Bulgarie ;

Constatant une réelle complémentarité entre les programmes mis en oeuvre par les opérateurs institutionnels de l'OIF et l'action des associations qui permet de mobiliser plus largement la société civile ;

Regrettant toutefois que le dispositif de consultation réciproque entre l'OIF et les Organisations non gouvernementales (ONG), dont la mise en œuvre avait été souhaité par les Sommets de la Francophonie depuis les années 80, n'ait jamais fonctionné de manière satisfaisante ;

Souhaite vivement que les Directives portant sur les relations entre les instances de l'OIF et le milieu associatif et des ONG, adoptées par la Conférence ministérielle de la Francophonie réunie à Ouagadougou le 24 novembre 2004, soient mises en application sans délai et de manière pérenne ;

Encourage tous les acteurs institutionnels impliqués dans la promotion de la francophonie, tant nationaux que multilatéraux, à assurer une meilleure harmonisation du rôle et des activités des associations dans leurs domaines de compétence ;

Demande à l'OIF, forte de ses premières initiatives dans cette région, de développer davantage ses projets d'implantation dans les PECO, et de considérer l'Europe centrale et orientale comme l'un de ses champs d'action prioritaires, notamment du fait de l'élargissement de l'Union européenne.